



NEWSLETTER

N° 5/2018

5 juillet 2018

1. Cadre légal

2. Définitions de l'artiste
professionnel et de l'intermittent
du spectacle

3. Différentes aides possibles

4. Questions de sécurité sociale

5. Cas pratique

STATUT DES ARTISTES PROFESSIONNELS INDÉPENDANTS ET DES INTERMITTENTS DU SPECTACLE

1. Cadre légal

Une loi avait vu le jour en 1999 en s'inspirant de la législation française, mais elle ne concernait que les artistes, qui pouvaient se voir accorder un statut spécifique et des aides sociales y attachées en passant par l'Agence pour le développement de l'emploi. En 2004, les intermittents se sont également vu octroyer des aides sociales mais par le Ministère de la culture.

Une réforme est intervenue à travers la loi du 19 décembre 2014¹ relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion artistique. Cette loi de 2014 a été modifiée par une loi du 7 décembre 2016.

Cette loi est complétée par différents règlements grands-ducaux d'exécution².

Sont visés :

- les artistes créateurs et intermédiaires dans les domaines des arts

graphiques et plastiques, des arts de la scène, de la littérature, de la musique, ainsi que

- les créateurs et réalisateurs d'œuvres d'art et techniciens de scène qui se servent de techniques photographiques, cinématographiques, sonores, audiovisuelles ou de toutes autres technologies de pointe, numériques ou autres, actuelles ou à venir.

En revanche, sont exclues les personnes qui ont pour activité la création :

- d'œuvres pornographiques, incitatives à la violence ou la haine raciale, apologétique de crimes contre l'humanité et, de manière générale, contrevenant à l'ordre public et aux bonnes mœurs ;
- d'œuvres destinées ou utilisées à des fins purement commerciales ou de publicité.

2. Définitions de l'artiste professionnel et de l'intermittent du spectacle

Qui est artiste professionnel indépendant ?

Est considérée comme artiste professionnel indépendant la personne qui, en dehors de tout lien de subordination, détermine elle-même les conditions dans lesquelles elle effectue ses prestations artistiques et qui en assume le risque économique et social, le cas échéant à côté de l'exer-

cice d'une activité professionnelle secondaire non artistique.

Cette activité professionnelle secondaire non artistique ne doit pas générer un revenu annuel supérieur à 12 fois le salaire social minimum mensuel (SSM) pour travailleurs qualifiés (12 X 2.398,30 = 28.779,60 € à l'indice 794,54).

1. Mémorial A n°254, 24 décembre 2014.

2. Mémorial A n°187, 30 septembre 2015.



La personne doit pouvoir rapporter la preuve de son travail artistique et être affiliée en tant que travailleur intellectuel indépendant auprès d'un régime d'assurance pension.

Qui est intermittent du spectacle ?

Est considéré comme intermittent du spectacle, l'artiste ou le technicien de scène qui exerce son activité principalement soit pour le compte d'une entreprise ou de tout autre organisateur de spectacle, soit dans le cadre d'une production cinématographique, audiovisuelle, musicale ou des arts de la scène et qui offre ses services moyennant salaire, honoraires ou cachet sur base d'un contrat de travail à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat d'entreprise.

Cette personne peut exercer une activité professionnelle secondaire non artistique à condition que cette activité reste inférieure en nombre de jours aux activités d'intermittent du spectacle sur une période de 365 jours.

3. Différentes aides possibles ?

Il existe 4 types d'aides :

- en faveur des artistes professionnels indépendants ;
- en cas d'inactivités des intermittents du spectacle ;
- en vue de la promotion de la création artistique ;
- en cas de commandes publiques.

Les aides en faveur des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle sont intitulées « aides ou mesures sociales ».

2 conditions sont à remplir pour en bénéficier :

- être affilié de manière continue au Grand-Duché Luxembourg depuis au moins six mois précédant la date de la demande d'admission au bénéfice des mesures sociales et
- faire preuve d'un engagement dans la scène artistique et culturelle luxembourgeoise.

Le CDD intermittent

Selon le Code du travail (Articles L.122-1 et suivants), un employeur qui recrute doit, en principe, proposer un contrat de travail à durée indéterminée (CDI), puisque c'est le contrat destiné à pourvoir un emploi lié à l'activité normale et permanente de l'entreprise.

Par exception, peut être conclu un CDD pour l'exécution d'une tâche précise et non durable.

Le Code du travail donne des exemples de tâche précise et non durable :

- remplacement d'un salarié temporairement absent ;
- emplois pour lesquels dans certains secteurs d'activité, il est d'usage constant de ne pas recourir au CDI en raison de la nature de l'activité exercée ou du caractère par nature temporaire de ces emplois (liste établie par le règlement grand-ducal du 11 juillet 1989 portant application des dispositions 5, 8, 34 et 41 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail) :
 - Audiovisuel : les annonceurs-présentateurs de radio et de télévision, les rédacteurs-programmateurs de radio et de télévision, les animateurs de radio et de télévision ainsi que les producteurs, les réalisateurs, les régisseurs et les reporters-caméramen de radio et de télévision ;
 - Production audiovisuelle, cinématographique et phonographique : producteurs, auteurs, compositeurs, interprètes, acteurs et figurants, metteurs en scènes, réalisateurs, scripts, assistants de production, caméraman, reporters-photographes, décorateurs, maquilleurs, habilleurs, régisseurs, monteurs, opérateurs du son, de l'éclairage et de la vision ;
 - Chefs et solistes d'orchestre ou de groupes instrumentaux ou vocaux ;
 - Artistes de spectacle.

La durée du CDD est limitée à 24 mois. Il existe beaucoup d'exceptions à cette durée maximale de 24 mois, dont faisaient partie les intermittents jusqu'en 2016.

En principe, le même CDD peut être renouvelé 2 fois à l'intérieur de cette limite de 24 mois.

Par exception, peuvent être renouvelés plus de 2 fois les CDDs conclus par les intermittents du spectacle, mais toujours dans la limite de 24 mois.

3.1. Aides en faveur des artistes professionnels indépendants

Quelles sont les conditions à remplir ?

Les conditions suivantes sont à remplir :

- être affilié de manière continue au Grand-Duché depuis au moins 6 mois avant la date d'introduction de la demande d'obtention du bénéfice des aides à caractère social et faire preuve d'un engagement dans la scène artistique et culturelle luxembourgeoise ;
- avoir effectué, depuis au moins 3 ans qui précèdent immédiatement la demande et en dehors de tout

lien de subordination, des prestations artistiques dont les conditions ont été déterminées par lui-même et dont il assume le risque économique et social³ ;

- avoir généré un revenu au titre de son activité artistique d'au moins 4 fois le SSM non qualifié au cours de l'année précédant l'introduction de la demande (7.994,36 € à l'indice 794,54) ;
- avoir été affilié, depuis au moins 3 ans qui précèdent immédiatement la demande, en tant que travailleur intellectuel indépendant auprès d'un régime d'assurance pension ;

3. Condition assouplie pour étudiant diplômé, voir ci-dessous

- ne pas être admis au bénéfice de l'indemnisation en cas d'inactivité involontaire pour intermittent du spectacle ;
- ne pas toucher de revenu de remplacement (par exemple indemnité de chômage) au titre de la législation luxembourgeoise ou étrangère ;
- ne pas exercer une activité professionnelle secondaire dont le revenu annuel est supérieur à 12 fois le SSM qualifié (12 X 2.398,30 = 28.779,60 € à l'indice 794,54).

Certaines de ces conditions sont assouplies en faveur des étudiants diplômés (si diplôme universitaire sanctionnant un cycle complet d'au moins 3 années délivré à la suite d'études spécialisées dans une discipline artistique) :

- la période de 3 ans est ramenée à 12 mois ;
- dispense de la condition d'un revenu artistique annuel minimal lors de sa première demande en obtention du bénéfice des aides sociales.

À noter : la période d'activités de 3 années (ou d'un an) précédant la demande en obtention des aides sociales est suspendue pour une durée égale à celle de l'incapacité de travail en cas de période d'incapacité de travail couverte par un congé de maladie d'au moins un mois, d'un congé de maternité, d'un congé d'accueil ou d'un congé parental.

Quel est le montant de l'aide ?

Si les ressources mensuelles n'atteignent pas le SSM qualifié, l'artiste peut toucher une aide financière mensuelle de la différence, avec un plafond maximum de la moitié du SSM qualifié (2.398,30 : 2 = 1.199,15 € à l'indice 794,54).

Sont à prendre en compte comme ressources mensuelles de l'artiste tous ses propres revenus bruts, professionnels ou non.

Cette aide n'est pas cumulable avec :

- un revenu supérieur à la moitié du SSM qualifié et provenant de l'exercice d'une activité professionnelle secondaire non artistique ; ou

- des indemnités d'intermittents pour inactivité involontaire ; ou
- un revenu de remplacement au titre de la législation luxembourgeoise ou étrangère (ex. : des indemnités de chômage).

Quelle est la durée de l'aide ?

L'admission au bénéfice des aides à caractère social est décidée pour une durée de 24 mois.

Elle peut être renouvelée sans limites sur demande, à condition que l'artiste continue à remplir les conditions prévues par la loi.

Comment demander cette aide ?

La demande en obtention du bénéfice des aides à caractère social en faveur de l'artiste professionnel indépendant est à adresser au Ministre de la Culture, avec un dossier complet, comprenant notamment :

- CV, diplômes, mentions d'honneur, prix, catalogues, sélections à des salons, nominations à des jurys, etc. ;
- un certificat d'affiliation récent et complet, établi par le Centre Commun de la Sécurité Sociale ;
- une déclaration sur l'honneur : « Je déclare être artiste professionnel(le) indépendant(e), je crée/interprète (à choisir la notion qui convient) des œuvres pour mon compte. Mon travail en tant qu'artiste indépendant(e) est mon activité principale. », l'artiste y décrit encore la nature de son travail artistique, donne un descriptif des œuvres par lui créées, respectivement de son répertoire produit pendant la période de stage lui applicable et indique ses projets pour l'avenir (preuves de commandes à produire) ;
- photos, publications de ses œuvres ;
- 3 témoignages, etc.

Qui décide ?

La demande est soumise à une commission consultative composée entre autres d'artistes professionnels indépendants

et d'agents de l'Etat. Le Ministre de la Culture prend sa décision sur avis de cette commission, dans un délai de 3 mois.

Une fois admis au bénéfice de l'indemnisation, l'artiste doit déposer, chaque mois, une demande de l'aide financière pour le mois écoulé (*Déclaration sur l'honneur en vue de l'obtention d'une aide mensuelle pour l'artiste professionnel indépendant*⁴)

Attention au délai à respecter : la demande mensuelle doit être déposée au cours du mois qui suit celui pour lequel l'aide financière est demandée.

3.2. Aides en cas d'inactivités des intermittents du spectacle

Quelles sont les conditions à remplir ?

- être affilié de manière continue au Luxembourg depuis au moins 6 mois avant la date d'introduction de la demande et fait preuve d'un engagement dans la scène artistique et culturelle luxembourgeoise ;
- justifier d'une période d'activités comptant au moins 80 jours au cours de la période de 365 jours de calendrier précédant l'introduction de la demande et pendant laquelle une activité a été exercée :
 - soit pour le compte d'une entreprise ou de tout autre organisateur de spectacle ;
 - soit dans le cadre d'une production cinématographique, audiovisuelle, théâtrale ou musicale ;
- avoir tiré un revenu au moins égal à 4 fois le SSM non qualifié de l'activité précitée pendant l'année qui a précédé la demande (4 x 1.998,59 = 7.994,36 € à l'indice 794,54) ;
- avoir été affilié auprès d'un régime d'assurance pension au titre de l'activité précitée ;
- ne pas être admis au bénéfice des aides en faveur des artistes professionnels indépendants ;
- ne pas être admis au bénéfice de l'indemnité de chômage ;
- ne pas être admis au bénéfice du RMG ;

4. Formulaires disponibles sur guichet.lu et culture.lu. <https://guichet.public.lu/citoyens/fr/formulaires/travail-emploi/artiste/index.html>

- ne pas avoir une activité secondaire dont le nombre de jours dépasse le nombre de jours d'activités en tant qu'intermittent sur 365 jours.

À noter : La période d'activités d'une année est suspendue pour une durée égale à celle de l'incapacité de travail en cas de période d'incapacité de travail couverte par un congé de maladie d'au moins un mois, d'un congé de maternité, d'un congé d'accueil ou d'un congé parental.

Quel est le montant de l'aide ?

Une indemnité journalière correspondant à la fraction journalière du SSM qualifié (110,90 € à l'indice 794,54) et limitée à 121 indemnités journalières au maximum pendant une période de 365 jours à partir du jour de l'introduction de la demande.

L'indemnité est versée à partir du jour de l'introduction de la demande d'ouverture des droits en indemnisation.

Aucune indemnité journalière n'est due :

- pour les jours pendant lesquels l'intermittent du spectacle n'est pas affilié auprès d'un régime d'assurance pension ;
- pour les jours où une activité professionnelle secondaire (qu'elle soit rémunérée ou non) est exercée ;
- pour les jours pendant lesquels l'intermittent du spectacle touche un revenu de remplacement (par exemple indemnités de chômage) au titre de la législation luxembourgeoise ou étrangère.

Attention : l'intermittent du spectacle doit donc veiller à continuer son affiliation même en cas d'inactivité ou à l'expiration d'un CDD en s'affiliant en tant que travailleur intellectuel indépendant.

Quelle est la durée de l'aide ?

Après l'expiration d'une période de 365 jours qui suit le jour de l'introduction de la demande d'ouverture des droits en indemnisation, l'intermittent du spectacle doit introduire une nouvelle demande d'indemnisation en cas d'inactivité involontaire.

Le renouvellement se fait obligatoirement sur demande et n'est pas automatique.

Comment demander cette aide ?

2 préalables sont obligatoires :

- Demande en obtention du carnet de travail de l'intermittent du spectacle⁵
- Demande en obtention des aides en cas d'inactivité des intermittents du spectacle⁶

Ces 2 demandes sont à adresser au Ministère de la culture via des formulaires téléchargeables.

Demande en obtention du carnet de travail de l'intermittent du spectacle

Le carnet de l'intermittent du spectacle doit mentionner :

- le nom ou la raison sociale de l'employeur, son adresse ou son siège social ainsi que l'indication du principal lieu de travail ;
- la nature des activités exercées auprès de l'employeur ;
- le projet/la production pour lequel/laquelle l'intermittent a presté ses services ;
- la date à laquelle le contrat de prestation artistique prend cours ainsi que la durée prévue et la durée effective du contrat de prestation artistique ;
- l'horaire de travail journalier s'il est fixe, sinon les particularités quant au temps de travail ;
- le cachet, la signature, respectivement la signature du représentant de l'employeur, ceci avec la date de la cessation des relations de travail.

Demande en obtention des aides en cas d'inactivité des intermittents du spectacle

La demande en obtention des aides en cas d'inactivité des intermittents du spectacle est soumise à une commission consultative composée entre autres d'artistes professionnels indépendants et d'agents de l'État. Le Ministre de la Culture prend sa décision sur avis de cette commission, dans un délai de 3 mois.

Une fois admis au bénéfice de l'indemnisation, chaque mois, demande de l'aide financière via une *Déclaration sur l'honneur en vue de l'obtention d'une indemnité pour inactivité involontaire*⁷.

Attention au délai à respecter : au cours du mois qui suit celui pour lequel l'aide financière est demandée.

3.3. Promotion de la création artistique

Des bourses peuvent être attribuées aux artistes professionnels ou non sur demande et ce dans la limite des crédits budgétaires disponibles à titre de soutien à la création artistique ou comme aides au perfectionnement et au recyclage.

Le montant et la périodicité du paiement des bourses sont fixés individuellement par décision ministérielle, au vu du dossier présenté et sur avis de la commission consultative.

En principe, entre 1 et 5 mensualités peuvent être accordées en fonction de l'ampleur du projet et des coûts qu'il engendre.

Ces bourses sont exemptes d'impôt.

3.4. Commandes publiques

Lors de la construction d'un édifice par l'État, ou de la réalisation d'un édifice par les communes ou les établissements publics financée ou subventionnée pour une part importante par l'État, un pourcentage du coût total de l'immeuble ne pouvant être en dessous de 1% et ne pouvant dépasser les 10% est affecté à l'acquisition d'œuvres artistiques à intégrer dans l'édifice. Le montant à affecter à l'acquisition d'œuvres artistiques ne peut pas dépasser la somme de 500.000 € par édifice.

Les édifices visés sont les immeubles à vocation culturelle, éducative, sociale, administrative ainsi que tous les immeubles destinés à recevoir des visiteurs.

Les appels à projet sont publiés sur www.culture.lu.

5. Formulaires disponibles sur guichet.lu et culture.lu. <https://guichet.public.lu/citoyens/fr/formulaires/travail-emploi/artiste/index.html>

6. idem

7. idem

3.5. Mesures fiscales

Forfait pour dépenses d'exploitation

Les artistes et intermittents, qui exercent leur activité de manière indépendante ont droit, à titre de dépenses d'exploitation, à une déduction minimum forfaitaire de 25% des recettes d'exploitation provenant de l'exercice de leur activité

artistique sans que cette déduction forfaitaire puisse dépasser 12.500 € par an.

Il existe une annexe spécifique à la déclaration pour l'impôt sur le revenu des artistes et intermittents du spectacle (modèle 145) disponible en cliquant **ICI**⁸.

Revenu extraordinaire

Le bénéfice de l'exercice d'une activité artistique qui dépasse la moyenne des bénéfices de l'exercice envisagé et des trois exercices entiers précédents, est à considérer comme revenu extraordinaire, donc imposé à un taux particulier et plus favorable.

4. Questions de sécurité sociale pour l'artiste / l'intermittent du spectacle indépendant

4.1. Les taux de cotisation

Assurance maladie-maternité : 6,1 %

Assurance pension : 16 % (correspondant à $2 \times 8\% =$ cumul des cotisations par l'employeur et le salarié)

Assurance accidents : 0,90 %

Assurance dépendance : 1,4 % (à noter qu'il n'existe pas de minimum et maximum pour l'assurance dépendance ; en plus ces cotisations ne sont pas déductibles des impôts)

4.2. La Mutualité des employeurs : faculté pour les indépendants de s'assurer contre la perte de revenus en cas de maladie

Lors de la 1ère affiliation comme indépendant, l'assurance contre la perte de revenus en cas de maladie opère directement si l'indépendant souscrit à la Mutualité des employeurs au moment même de sa première affiliation comme indépendant à la Sécurité sociale, sinon au plus tard dans les trois mois qui suivent son affiliation.

Si la personne souhaite souscrire à la Mutualité des employeurs alors qu'il est

déjà affilié comme indépendant, il faut présenter sa demande avant le 1er janvier de l'année qui suit, afin que l'assurance devienne opérante à partir de cette date (ex. un artiste affilié comme indépendant qui fait sa demande au cours de l'année 2018, ne peut en bénéficier qu'à partir de janvier 2019).

Les affiliés à la Mutualité des employeurs sont répartis dans quatre classes de cotisation selon leur absentéisme financier constaté pendant une période d'observation donnée. Pourtant, tous les affiliés volontaires cotisent dans la classe 2, soit au taux de 1,16% en 2018.

5. Cas pratique⁹

Un étudiant en arts plastiques souhaite s'établir, après la fin de ses études, à Luxembourg pour y exercer son métier d'art.

Quelle aide peut-il obtenir ? Quelles sont les conditions à remplir ?

Pendant ses études, il avait trouvé un travail à temps partiel à hauteur de 10 heures par semaine (aide dans des maisons de retraite situées au Grand-duché), il aimerait continuer cette activité, mais se demande si cela est possible.

S'il veut exercer son activité de manière indépendante, il devra s'inscrire en tant que travailleur intellectuel indépendant auprès de la sécurité sociale (un formulaire à cet effet peut être téléchargé sur le site internet www.ccss.lu) et ceci endéans un délai de 8 jours qui suivent le début de son activité. La contribution mensuelle minimale couvrant les

risques de maladie et d'incapacité et les contributions à l'assurance-pension s'élève en principe à environ 500 €.

Pour faire connaître son œuvre et effectuer, en dehors de tout lien de subordination, des prestations artistiques nécessaires à la reconnaissance du statut, un artiste plasticien pourra s'adresser aux galeries communales ou étatiques ou aux différentes galeries privées.

Si l'artiste dispose d'un titre officiel, il pourra au bout d'une activité artistique d'un an et sous condition d'avoir dûment payé ses charges sociales, demander l'obtention du bénéfice des aides sociales en tant qu'artiste professionnel indépendant auprès du Ministère de la Culture.

Comme il est difficile, surtout au début d'une carrière artistique, de vivre à 100 % de son art, il est tout à fait envisageable pour un prétendant au bénéfice des

aides sociales d'avoir un travail salarié non-artistique pendant la période de stage d'un an (3 ans, à défaut d'un titre officiel) à condition que ce travail ne génère pas un revenu supérieur à 12 X SSM qualifié (28.779,60 €/an).

Après l'obtention du bénéfice des aides sociales, l'artiste peut continuer à exercer une activité secondaire non artistique mais ne perçoit aucune aide financière pour les mois pendant lesquels cette activité non artistique lui procure un revenu supérieur à 1.199,15 € (1/2 SSM qualifié/mois). Affiliation tant en tant qu'indépendant qu'en tant que salarié (ici, l'employeur fera les démarches pour l'affiliation). Dans ce cas, l'intégralité du revenu professionnel de l'artiste est prise en compte pour le calcul des cotisations. L'employeur qui l'occupe ne doit sa part de cotisations que jusqu'à concurrence du salaire payé à l'intéressé.

8. http://www.impotsdirects.public.lu/content/dam/acd/fr/formulaires/pers_physiques/2017/145-2017-i1.pdf

9. Source : www.culture.lu



NEWSLETTER

N° 5/2018 27. Juli 2018

1. Rechtlicher Rahmen
2. Definition des professionellen freischaffenden Künstlers und des Kurzzeit-Beschäftigten des Kultursektors
3. Diverse mögliche Beihilfen
4. Fragen zur Sozialversicherung
5. Praktisches Beispiel

STATUS DER PROFESSIONELLEN FREISCHAFFENDEN KÜNSTLER UND DER KURZZEIT-BESCHÄFTIGTEN DES KULTURSEKTORS

1. Rechtlicher Rahmen

Im Jahr 1999 wurde nach dem Muster der gesetzlichen Bestimmungen in Frankreich ein Gesetz geschaffen, das jedoch nur auf Künstler anwendbar war die in der Lage waren, einen speziellen Status und die damit verbundene Beihilfe sozialer Art zu erhalten, indem sie sich an die Agentur für Arbeit wandten. 2004 erhielten auch die Kurzzeit-Beschäftigten des Kultursektors Beihilfen sozialer Art, die jedoch vom Kulturministerium bereitgestellt wurden.

Mit dem Gesetz vom 19. Dezember 2014¹ wurde eine Reform 1) bezüglich der sozialen Beihilfen und Maßnahmen zugunsten von professionellen freischaffenden Künstlern und Kurzzeit-Beschäftigten des Kultursektors 2) zur Förderung ihrer künstlerischen Tätigkeit eingeleitet. Dieses Gesetz wurde durch das Gesetz vom 7. Dezember 2016 abgeändert.

Das Gesetz wurde durch verschiedene großherzogliche Verordnungen ergänzt².

Betroffen sind :

- Autoren und Darsteller im Bereich der grafischen und bildenden Kunst, der Bühnenkunst, der Literatur und der Musik;
- Kunstschafter und -gestalter sowie Bühnentechniker, die sich vor allem der derzeitigen oder künftigen digitalen oder sonstigen Fotografie-, Film-, Tontechnik bzw. audiovisuellen oder sonstigen Spitzentechnologien bedienen.

Dagegen sind Personen, die sich mit der Schaffung folgender Werke beschäftigen, ausgeschlossen :

- Pornographische Werke, Werke die zu Gewalt oder Rassenhass aufrufen, solche, die Verbrechen gegen die Menschheit rechtfertigen bzw. ganz allgemein ordnungs- und sittenwidrige Werke;
- Rein kommerziellen oder Werbezwecken dienende Werke.

2. Definition des freischaffenden Künstlers / professionellen freischaffenden Kurzzeit-Beschäftigten des Kultursektors

Was versteht man unter einem professionellen freischaffenden Künstler?

Unter „professioneller freischaffender Künstler“ ist eine Person zu verstehen, die selbst, ohne jegliche Weisungsgebundenheit unter von ihr selbst festgelegten Bedingungen und auf eigenes wirtschaftliches und soziales Risiko künstlerische Leistungen

erbringt. Gegebenenfalls übt sie eine nicht künstlerische Nebentätigkeit aus.

Das Jahreseinkommen der besagten nicht künstlerischen Nebentätigkeit darf dabei das Zwölfwache des monatlichen Mindestlohns für Facharbeiter (12 x 2.398,30 = 28.779,60 € bei einem Index von 794,54) nicht übersteigen.



Die betreffende Person muss den Nachweis für ihre künstlerische Arbeit erbringen und als selbständiger Geistesarbeiter rentenversichert sein.

Was versteht man unter einem Kurzzeit-Beschäftigten des Kultursektors?

Als Kurzzeit-Beschäftigter des Kultursektors gilt ein Künstler oder Bühnentechniker, der seine Tätigkeit hauptsächlich entweder für ein Unternehmen oder für einen sonstigen Organisator von Veranstaltungen ausübt, sei es im Rahmen einer Film-, Theater-, Musik oder audiovisuellen Produktion und gegen Lohn, Honorar oder Gage auf der Grundlage eines befristeten Arbeitsvertrags oder eines Werkvertrags ausübt.

Die betreffende Person kann auch eine nicht künstlerische berufliche Nebentätigkeit ausüben, sofern diese Tätigkeit bei einem Bezugszeitraum von 365 Tagen weniger Tage in Anspruch nimmt als die Tätigkeit als Kurzzeit-Beschäftigter des Kultursektors.

3. Diverse mögliche Beihilfen ?

Es gibt 4 verschiedene Arten von Beihilfen:

- zugunsten von professionellen freischaffenden Künstlern;
- zugunsten von Kurzzeit-Beschäftigten des Kultursektors, wenn sie erwerbslos sind;
- für die Förderung der künstlerischen Tätigkeit;
- für öffentliche Aufträge.

Die Beihilfen für professionelle freischaffende Künstler und Kurzzeit-Beschäftigte des Kultursektors werden mit „Beihilfen oder Maßnahmen sozialer Art“ bezeichnet.

Wer in den Genuss von Beihilfen gelangen will, muss 2 Bedingungen erfüllen:

- Die Antragsteller müssen am Tag der Beantragung der Beihilfen sozialer Art seit mindestens sechs Monaten ohne Unterbrechung im Großherzogtum Luxemburg sozialversichert sein und
- ihr Engagement in der luxemburgischen Kunst- oder Kulturszene nachweisen.

3. Erleichterung der Bedingungen für Studenten mit Diplom, siehe weiter unten.

Der befristete Arbeitsvertrag für Kurzzeit-Beschäftigte des Kultursektors

Gemäß Artikel L.122-1 und folgende des Arbeitsgesetzbuchs muss ein Arbeitgeber, der Personal aufnimmt, im Prinzip einen unbefristeten Arbeitsvertrag anbieten, da mit dem Vertrag die Besetzung einer Stelle im Rahmen der normalen und dauerhaften Geschäftstätigkeit des Unternehmens verbunden ist.

Ausnahmsweise kann allerdings ein befristeter Arbeitsvertrag für die Durchführung einer bestimmten nicht dauerhaften Tätigkeit geschlossen werden.

Im Arbeitsgesetzbuch werden Beispiele für bestimmte nicht dauerhafte Tätigkeiten angeführt:

- Ersatz für einen temporär abwesenden Arbeitnehmer;
- Arbeitsplätze, für die es in bestimmten Branchen üblich ist, aufgrund der Art der ausgeführten Tätigkeit oder aufgrund der von Natur aus zeitlich befristeten Art der Tätigkeit keinen unbefristeten Arbeitsvertrag abzuschließen (siehe Liste in der großherzoglichen Verordnung vom 11. Juli 1989 zur Anwendung der Bestimmungen 5, 8, 34 und 41 des Gesetzes vom 24. Mai 1989 über den Arbeitsvertrag):
 - Audiovisueller Sektor: Radio- und TV-Sprecher und -Präsentatoren, Radio- und TV-Redakteure und -Programmproduzenten, Radio- und TV-Moderatoren sowie Produzenten, Filmregisseure, Regisseure, Radio- und TV-Reporter und -Kameraleute;
 - Audiovisuelle, kinematographische und phonographische Produktion: Produzenten, Autoren, Komponisten, Interpreten, Schauspieler und Statisten, Film- und Theaterregisseure, Drehbuchautoren, Produktionsassistenten, Kameraleute, Reporter-Photographen, Bühnenbildner, Maskenbildner, Garderobiere, Regisseure, Monteure, Ton- und Beleuchtungstechniker;
 - Dirigenten und Orchestersolisten oder Instrumental- oder Vokalensembles;
 - Showkünstler.

Die Dauer des befristeten Arbeitsvertrags ist auf 24 Monate beschränkt. Hinsichtlich dieser maximalen Dauer von 24 Monaten gibt es viele Ausnahmen und bis 2016 gehörten auch die Kurzzeit-Beschäftigten des Kultursektors dazu.

Grundsätzlich kann ein- und derselbe befristete Arbeitsvertrag innerhalb dieser maximalen Dauer von 24 Monaten zweimal verlängert werden.

Ausnahmsweise können die mit kurzzeitigen Beschäftigten des Kultursektors geschlossenen befristeten Arbeitsverträge mehr als zweimal verlängert werden können, jedoch immer innerhalb der maximalen Dauer von 24 Monaten.

3.1. Beihilfen zugunsten von professionellen freischaffenden Künstlern

Voraussetzungen für die Gewährung der Beihilfe?

Folgende Bedingungen müssen erfüllt sein:

- Die Antragsteller müssen vor dem Datum der Beantragung der sozialen Maßnahmen seit mindestens sechs Monaten ohne Unterbrechung im Großherzogtum Luxemburg sozialversichert sein und ihr Engagement in der luxemburgischen Kunst- oder Kulturszene nachweisen.
- Die Antragsteller müssen seit mindestens 3 Jahren unmittelbar vor dem Antrag auf Beihilfe ohne jegliche Weisungsgebundenheit unter von ihnen selbst festgelegten Bedingungen und auf eigenes wirtschaftliches und soziales Risiko³ künstlerische Leistungen erbracht haben;
- Die Antragsteller müssen im Jahr vor der Beantragung der Beihilfe im Rahmen ihrer künstlerischen Tätigkeiten Einkünfte erwirtschaftet haben, die mindestens dem Vierfachen des sozialen Mindestlohns für nicht qualifizierte Arbeitnehmer

entsprechen (7.994,36 € bei einem Index von 794,54);

- Die Antragsteller müssen seit mindestens einem Jahr vor der Beantragung der Beihilfe als selbständige Geistesarbeiter rentenversichert sein;
- Nicht Empfänger einer Beihilfe für Erwerbslosigkeit für Kurzzeit-Beschäftigte des Kultursektors sein ;
- Die Antragsteller dürfen nicht Empfänger einer Entgeltersatzleistung (z.B. Arbeitslosengeld) im Rahmen der luxemburgischen oder einer ausländischen Rechtslage, sein;
- Die Antragsteller dürfen keinen Nebenerwerb haben, dessen Jahreseinkünfte das Zwölfwache des sozialen Mindestlohns für Facharbeiter (12 x 2.398,30 = 28.779,60 € bei einem Index von 794,54) übersteigen.

Einige dieser Bedingungen werden für Studenten mit Hochschulabschluss (mindestens dreijähriges Studium in einer künstlerischen Fachrichtung), erleichtert wie folgt:

- Die Frist von 3 Jahren reduziert sich auf 12 Monate;
- Beim Erstantrag auf Sozialbeihilfe entfällt der Nachweis über das jährliche Mindesteinkommen aus künstlerischer Tätigkeit.

Wichtiger Hinweis: Die Beschäftigungsdauer von 3 Jahren (oder 1 Jahr) vor dem Antrag auf Bewilligung einer sozialen Beihilfe wird für die entsprechende Dauer aufgehoben, wenn diese Periode der Arbeitsunfähigkeit durch einen mindestens einmonatigen Krankheitsurlaub, einen Mutterschaftsurlaub, einen Adoptionsurlaub oder einen Elternurlaub gedeckt ist.

Wie hoch ist der Betrag der Beihilfe?

Wenn die monatlichen Einkünfte unter dem sozialen Mindestlohn für Facharbeiter liegen, kann der Künstler eine monatliche Beihilfe in Höhe des Differenzbetrags auf den sozialen Mindestlohn erhalten, aber maximal die Hälfte des sozialen Mindestlohns für Facharbeiter (2398,30 : 2 = 1199,15 €).

Bezüglich der monatlichen Einkünfte des Künstlers sind alle seine eigenen

Bruttoeinnahmen, sowohl die aus professioneller Tätigkeit als auch sonstige, zu berücksichtigen.

Diese Beihilfe kann nicht kumuliert werden:

- mit Einkünften, die höher sind als die Hälfte des sozialen Mindestlohns für Facharbeiter und die aufgrund eines nicht künstlerischen Nebenerwerbs erwirtschaftet wurden, oder
- mit Entschädigungen, welche Kurzzeit-Beschäftigte des Kultursektors aufgrund einer ungewollten Erwerbslosigkeit erhalten, oder
- mit im Rahmen der luxemburgischen oder ausländischen Gesetzgebung gewährten Entgeltersatzleistungen (z.B. Arbeitslosengeld).

Wie lange wird die Beihilfe gewährt?

Die Beihilfe sozialer Art wird für eine Dauer von 24 Monaten gewährt.

Der Antrag kann beliebig verlängert werden, vorausgesetzt, der Künstler erfüllt weiterhin die gesetzlich vorgeschriebenen Bedingungen.

Wie beantragt man diese Beihilfe?

Der Antrag auf Bewilligung einer sozialen Beihilfe für professionelle freischaffende Künstler ist zusammen mit den folgenden vollständigen Unterlagen und Dokumenten an das Kulturministerium zu stellen:

- Lebenslauf, Diplome, Auszeichnungen, Preise, Kataloge, Einladungen zu Ausstellungen, Ernennungen zur Teilnahme an einer Jury etc.
- ein von der Zentralstelle der Sozialversicherungen (Centre commun de la Sécurité sociale - CCSS) ausgestellter, vollständiger Sozialversicherungsnachweis neueren Datums;
- eine ehrenwörtliche Erklärung mit dem folgenden Wortlaut: „Hiermit erkläre ich, professionelle(r) freischaffende(r) Künstler(in) zu sein und Werke auf eigene Rechnung zu schaffen/darzubieten (Zutreffendes bitte auswählen). Meine Arbeit als professionelle(r) freischaffende(r) Künstler(in) ist meine Haupttätigkeit.“ Der Künstler muss zudem seine künstlerische Arbeit darle-

gen, eine Kurzbeschreibung der von ihm geschaffenen Werke bzw. des während der Anwartschaftszeit dargebotenen Repertoires liefern und Pläne für zukünftige Projekte angeben (ggf. mit Belegen für ausstehende Aufträge);

- Fotos, Veröffentlichungen der Werke des Künstlers;
- 3 Referenzen etc.

Wer entscheidet über die Bewilligung der Beihilfe?

Nach Einreichung des Antrags wird dieser von einer unter anderem aus professionellen freischaffenden Künstlern und Staatsbediensteten zusammengesetzten beratenden Kommission geprüft. Der Kulturminister trifft seine Entscheidung auf Stellungnahme dieser Kommission.

Nachdem die Beihilfe bewilligt wurde, muss der Künstler monatlich einen Antrag auf finanzielle Beihilfe für den abgelaufenen Monat stellen (Ehrenwörtliche Erklärung zur Bewilligung einer monatlichen Beihilfe für professionelle freischaffende Künstler⁴).

Beachtung der einzuhaltenden Frist : Der Antrag muss im Laufe des Monats gestellt werden, der auf den Monat folgt, für den die finanzielle Beihilfe beantragt wird.

3.2. Beihilfen für Kurzzeit-Beschäftigte des Kultursektors während der Dauer ihrer Erwerbslosigkeit

Voraussetzungen für die Zulassung zu Beihilfen?

- Die Antragsteller müssen am Tag der Beantragung der Beihilfen sozialer Art seit mindestens sechs Monaten ohne Unterbrechung im Großherzogtum Luxemburg sozialversichert sein und ihr Engagement in der luxemburgischen Kunst- oder Kulturszene nachweisen.
- Die Antragsteller müssen den Nachweis der Ausübung von Tätigkeiten an mindestens 80 Tagen des Kalenderjahres (365 Tage) vor dem Antrag auf Beihilfe erbringen, wobei Folgendes anzuführen ist:

4. Die Formulare sind auf guichet.lu und culture.lu verfügbar : <https://guichet.public.lu/citoyens/fr/formulaires/travail-emploi/artiste/index.html>

- Tätigkeit für ein Unternehmen oder für einen anderen Organisator von Veranstaltungen des Kultursektors;
- Tätigkeit im Rahmen einer Film-, Theater-, Musik- oder audiovisuellen Produktion.
- Die Antragsteller müssen im Jahr vor der Antragstellung aus seiner künstlerischen Tätigkeit Einnahmen erzielt haben, die mindestens das Vierfache des monatlichen sozialen Mindestlohns für nicht qualifizierte Arbeitnehmer betragen (4 x 1.998,59 = 7.994,36 € bei einem Index von 794,54);
- Die Antragsteller müssen für die angeführte Tätigkeit rentenversichert sein;
- Die Antragsteller dürfen nicht Empfänger von Beihilfen zugunsten von professionellen freischaffenden Künstlern sein;
- Die Antragsteller dürfen nicht Empfänger einer Arbeitslosenunterstützung sein;
- Die Antragsteller dürfen nicht Empfänger des garantierten Mindesteinkommens (RMG) sein;
- Die Antragsteller dürfen keine berufliche Nebentätigkeit ausüben, die bei einem Bezugszeitraum von 365 Kalendertagen mehr Tage in Anspruch nimmt als die Tätigkeit als Kurzzeit-Beschäftigter des Kultursektors.

Wichtiger Hinweis: Die einjährige Beschäftigungsdauer wird für die entsprechende Dauer aufgehoben, wenn diese Periode der Arbeitsunfähigkeit durch einen mindestens einmonatigen Krankheitsurlaub, einen Mutterschaftsurlaub, einen Adoptionsurlaub oder einen Elternurlaub gedeckt ist.

Wie hoch ist der Betrag der Beihilfe?

Ab dem Datum des Antrags auf Gewährung einer Beihilfe wird ein Tagegeld gewährt, das dem Anteil des Tagessatzes des sozialen Mindestlohns für Facharbeiter entspricht (110,90 € bei einem Index von 794,54) und auf maximal 121 Tagegelder für die Dauer von 365 Tagen beschränkt ist.

Das Tagegeld wird ab dem Datum des Antrags auf Eröffnung des Entschädigungsanspruchs gezahlt.

Es wird keinerlei Tagegeld gezahlt:

- für diejenigen Tage, an denen der Kurzzeit-Beschäftigte des Kultursektors nicht bei einer Pensionsversicherung angemeldet ist;
- für diejenigen Tage, an denen eine berufliche Nebentätigkeit, ob mit oder ohne Vergütung, ausgeübt wird;
- für diejenigen Tage, an denen der Kurzzeit-Beschäftigte des Kultursektors aufgrund der luxemburgischen oder einer ausländischen Gesetzeslage ein Ersatzeinkommen erhält (z.B. Arbeitslosengeld).

Wichtiger Hinweis: Der Kurzzeit-Beschäftigte des Kultursektors muss daher dafür sorgen, dass er, auch wenn er keine Arbeit hat oder wenn sein befristeter Arbeitsvertrag abgelaufen ist, weiterhin als selbständiger Geistesarbeiter angemeldet bleibt.

Wie lange wird die Beihilfe gewährt?

Nach Ablauf von 365 Tagen ab dem Datum des Antrags auf Eröffnung des Entschädigungsanspruchs muss der Kurzzeit-Beschäftigte des Kultursektors im Falle einer ungewollten Erwerbslosigkeit einen neuen Antrag auf Beihilfe stellen.

Die Verlängerung wird ausschließlich auf Antrag gewährt und erfolgt nicht automatisch.

Wie beantragt man diese Beihilfe?

Zwei Voraussetzungen sind erforderlich:

- Antrag des Kurzzeit-Beschäftigten des Kultursektors auf Erhalt seines Arbeitshefts⁵
- Antrag auf Bewilligung einer Beihilfe bei Erwerbslosigkeit des Kurzzeit-Beschäftigten des Kultursektors⁶

Diese beiden Anträge sind mittels Formularen, die heruntergeladen werden können, an das Kulturministerium zu übermitteln.

Antrag auf Erhalt des Arbeitshefts des Kurzzeit-Beschäftigten des Kultursektors

Das Arbeitsheft des Kurzzeit-Beschäftigten des Kultursektors muss folgende Angaben enthalten:

- Name oder Firma und Adresse oder Gesellschaftssitz des Arbeitgebers sowie Angabe des Hauptbeschäftigungsortes;
- Art der beim Arbeitgeber ausgeübten Tätigkeiten;
- Projekt/Produktion, für welche(s) die Dienste geleistet wurden;
- Datum, an dem der Künstlervertrag beginnt, sowie voraussichtliche und tatsächliche Dauer des Künstlervertrags;
- feste tägliche Arbeitszeiten, sofern es solche gibt, ansonsten Einzelheiten zu den Arbeitszeiten;
- Stempel und Unterschrift vom Arbeitgeber bzw. dessen Vertreter sowie Datum der Beendigung des Arbeitsverhältnisses.

Antrag auf Bewilligung einer Beihilfe bei Erwerbslosigkeit des Kurzzeit-Beschäftigten des Kultursektors

Der Antrag wird einer beratenden Kommission vorgelegt, welche sich unter anderem aus professionellen freischaffenden Künstlern und Staatsbediensteten zusammensetzt. Der Kulturminister trifft seine Entscheidung binnen 3 Monaten auf der Grundlage der Stellungnahme dieser Kommission.

Sobald die Genehmigung auf Gewährung der Beihilfe erteilt wurde, muss die finanzielle Hilfe jeden Monat mittels einer „Ehrenwörtliche Erklärung zur Bewilligung einer Entschädigung für ungewollte Erwerbslosigkeit“ beantragt werden.

Beachtung der einzuhaltenden Frist:

Der monatliche Antrag muss im Laufe des Monats gestellt werden, der auf den Monat folgt, für den die finanzielle Beihilfe beantragt wird.

5. Die Formulare sind auf guichet.lu und culture.lu verfügbar : <https://guichet.public.lu/citoyens/fr/formulaires/travail-emploi/artiste/index.html>

6. idem

7. idem

3.3. Förderung der künstlerischen Tätigkeit

Auf Antrag können Stipendien für professionelle oder nicht professionelle Künstler vergeben werden, und zwar im Rahmen der für die Förderung von künstlerischen Tätigkeiten vorhandenen Budgets oder als Förderung von Fortbildungen oder Neuorientierungen.

Die Höhe und Periodizität der Zahlung von Stipendien wird individuell durch Ministerialbeschluss nach Begutachtung der vorgelegten Unterlagen und auf der Grundlage der Stellungnahme der beratenden Kommission festgelegt.

Grundsätzlich können je nach Größe des Projekts und der damit verbundenen Kosten zwischen 1 und 5 monatliche Zahlungen bewilligt werden.

Diese Stipendien sind steuerfrei.

3.4. Öffentliche Aufträge

Wenn vom Staat ein Gebäude errichtet wird oder wenn von Gemeinden oder öffentlichen Institutionen ein größten-

teils vom Staat finanziertes Gebäude errichtet wird, kann ein Prozentsatz von mindestens 1% und höchstens 10% der Gesamtkosten für das Gebäude für den Ankauf von in das Gebäude zu integrierenden Kunstwerken verwendet werden. Der für den Erwerb der Kunstwerke aufgewendete Betrag darf 500.000 € pro Gebäude nicht übersteigen.

Bei diesen Gebäuden handelt es sich um kulturelle Einrichtungen, Bildungs- und Sozialeinrichtungen sowie um Behörden und auch um jegliche Gebäude, die für Besucher geöffnet sind.

Die Ausschreibungen für derartige Projekte werden auf www.culture.lu veröffentlicht.

3.5. Steuerliche Maßnahmen

Pauschale für Betriebsausgaben

Freischaffende Künstler und freischaffende Kurzzeit-Beschäftigte des Kultursektors sind berechtigt, für Betriebsausgaben einen Pauschal-Steuerabzug in Höhe von mindestens 25% ihrer aufgrund der künstlerischen Tätigkeit erzielten

Betriebseinnahmen in Anspruch zu nehmen. Dieser pauschalierte Steuerabzug darf jedoch den Betrag von 12.500 € pro Jahr nicht überschreiten.

Hinsichtlich der Einkommensteuer für Künstler und Kurzzeit-Beschäftigten des Kultursektors existiert ein spezieller Anhang (Modell 145), den man **HIER⁸** anklicken kann.

Außerordentliche Einnahmen

Der durch die Ausübung einer künstlerischen Tätigkeit erzielte Gewinn, der die durchschnittlichen Gewinne des betreffenden Jahres und der vollständigen 3 vorherigen Geschäftsjahre übersteigt, wird als „außerordentliche Einnahmen“ betrachtet und daher zu einem besonderen, günstigeren Steuersatz versteuert.

4. Fragen zur Sozialversicherung des freischaffenden Künstlers / freischaffenden Kurzzeit-Beschäftigten des Kultursektors

4.1. Die Beitragssätze

Krankenversicherung und Mutterschutz: 6,1 %

Rentenversicherung: 16% (entspricht 2 x 8% = Kumul der Arbeitgeber- und Arbeitnehmerbeiträge)

Unfallversicherung: 0,90%

Pflegeversicherung: 1,4% (Hinweis: Bei dieser Versicherung gibt es keine Mindest- und keine Höchstgrenze, außerdem sind die Beiträge nicht steuerlich absetzbar).

4.2. Arbeitgeber-Versicherung auf Gegenseitigkeit: Freischaffende können sich gegen Einkommensverluste infolge von Krankheit versichern

Bei der ersten Anmeldung als Freischaffender kommt die Versicherung gegen Einkommensverluste infolge von Krankheit direkt zum Tragen, wenn der Freischaffende diese Arbeitgeberversicherung auf Gegenseitigkeit sofort bei seiner ersten Anmeldung bei der Sozialversicherung, spätestens jedoch binnen

3 Monaten nach seiner Anmeldung, abschließt.

Wenn der Betreffende die Arbeitgeberversicherung auf Gegenseitigkeit abschließen möchte, aber bereits als Freischaffender angemeldet ist, muss er den Antrag vor dem 1. Januar des Folgejahres stellen, damit die Versicherung ab diesem Datum wirksam wird (Beispiel: Wenn ein bereits als Selbstständiger angemeldeter Künstler den Antrag im Lauf des Jahres 2018 stellt, so kann er die Leistungen dieser Versicherung erst ab Januar 2019 in Anspruch nehmen).

8. http://www.impotsdirects.public.lu/content/dam/acd/fr/formulaires/pers_physiques/2017/145-2017-i1.pdf

Die entsprechend Versicherten werden in vier verschiedene Beitragsgruppen eingeteilt, und zwar je nach dem Finan-

zausfall innerhalb eines bestimmten Beobachtungszeitraums. Alle freiwillig Versicherten bezahlen jedoch den Bei-

trag der Gruppe 2, was einem Beitragsatz von 1,16% im Jahr 2018 entspricht.

5. Praktische Beispiele⁹

Ein Student der bildenden Künste möchte sich nach dem Abschluss seines Studiums in Luxemburg niederlassen und dort seinen Beruf als Künstler ausüben.

**Welche Beihilfe kann er erhalten?
Welche Bedingungen sind zu erfüllen?**

Während seiner Studienzeit hat er eine Teilzeitbeschäftigung gefunden, nämlich 10 Stunden pro Woche (als Hilfskraft in einem Luxemburger Seniorenheim), und möchte diese Tätigkeit fortsetzen, ist sich jedoch nicht im Klaren darüber, ob dies möglich ist.

Wenn er den Beruf als Freischaffender ausüben will, muss er sich als selbständiger Geistesarbeiter bei der Sozialversicherung anmelden (das passende Formular kann auf der Website www.ccss.lu heruntergeladen werden). Die Anmeldung muss innerhalb von 8 Tagen erfolgen, nachdem der Künstler mit seiner Tätigkeit begonnen hat. Der monatliche Mindestbeitrag deckt die Kranken-, Arbeitsunfähigkeits- und Rentenversicherung und beträgt grundsätzlich ca. 500 €.

Um seine Werke publik zu machen und um ohne jegliche Weisungsgebundenheit die für die Zuerkennung des Status erforderlichen künstlerischen Leistungen zu erbringen, kann sich ein bildender Künstler an kommunale, staatliche oder an die einzelnen privaten Galerien wenden.

Wenn der Künstler einen offiziellen Berufstitel vorweisen kann, hat er die Möglichkeit, nachdem er ein Jahr lang künstlerisch tätig war und unter der Voraussetzung, dass er seine Sozialversicherungsbeiträge ordnungsgemäß bezahlt hat, als professioneller freischaffender Künstler beim Kulturministerium einen Antrag auf Bewilligung einer sozialen Beihilfe zu stellen.

Da es vor allem zu Beginn einer künstlerischen Laufbahn schwierig ist, zu 100% von der eigenen Kunst zu leben, ist es für einen Anwärter auf Beihilfe sozialer Art durchaus in Betracht zu ziehen, während der Anwartschaftszeit zusätzlich ein Jahr lang eine nicht künstlerische bezahlte Tätigkeit (oder

3 Jahre lang, falls kein offizieller Berufstitel vorhanden ist) auszuüben, unter der Bedingung, dass das Einkommen aus dieser Arbeit das Zwölfwache des sozialen Mindestlohns für Facharbeiter (28.779,60 € pro Jahr) nicht übersteigt.

Nach Erhalt der sozialen Beihilfe kann der Künstler seine nicht künstlerische Nebentätigkeit fortsetzen, erhält jedoch für die Monate, in denen er aufgrund dieses Nebenerwerbs ein Einkommen von mehr als 1.199,15 € (1/2 sozialer Mindestlohn für Facharbeiter/Monat) erzielt, keine Beihilfe sozialer Art. In diesem Fall ist eine Anmeldung sowohl als Freischaffender als auch als Arbeitnehmer erforderlich (der Arbeitgeber erledigt dann die Anmeldung). In diesem Fall wird das gesamte Einkommen als professioneller Künstler für die Berechnung der Beiträge herangezogen. Die Arbeitgeberbeiträge für den Betreffenden beschränken sich dabei auf die Höhe des dem Mitarbeiter bezahlten Gehalts.

⁹ Quelle : www.culture.lu